

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Dossier

Dossier: Einführung eines Finanzreferendums auf nationaler Ebene

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Bühlmann, Marc
Caretti, Brigitte
Hirter, Hans
Hofmann, Stéphane
Huguenet, François
Junker, Beat
Lachat, Alexandre
Longchamp, Claude
Meuwly, Christian
Terribilini, Serge

Bevorzugte Zitierweise

Bühlmann, Marc; Caretti, Brigitte; Hirter, Hans; Hofmann, Stéphane; Huguenet, François; Junker, Beat; Lachat, Alexandre; Longchamp, Claude; Meuwly, Christian; Terribilini, Serge 2025. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Dossier: Einführung eines Finanzreferendums auf nationaler Ebene, 1981 – 2018*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 12.07.2025.

Inhaltsverzeichnis

Référendum financier pour dépenses militaires - Initiative populaire du PS refusée (86.029)	1
Parlamentarische Initiative Günter zur Einführung des Finanzreferendums abgelehnt (Pa.Iv. 86.236)	3
Initiatives parlementaires demandant le référendum financier en matière d'armement (lv.pa. 90.225, 90.227 & 90.234)	3
Initiative parlementaire Chiffelle en faveur du recours au référendum financier pour certaines dépenses militaires (97.418)	4
Finanzreferendum - Parlamentarische Initiative der SVP 2003 (03.401)	4
Finanzreferendum - Parlamentarische Initiative der SVP ohne Chance (12.459)	5
Motion Quadri zu Einführung eines obligatorischen Finanzreferendums abgelehnt (Mo. 14.3397)	6
Postulat Aeschi für Finanzreferendum zurückgezogen (Po. 14.3489)	7
Finanzreferendum - die Sicht der Forschung	7
Finanzreferendum auf nationaler Ebene (Mo. 17.4318)	8
Finanzreferendum (Pa.Iv. 17.446 und Pa.Iv. 18.417)	9

Abkürzungsverzeichnis

SPK-SR	Staatspolitische Kommission des Ständerats
SPK-NR	Staatspolitische Kommission des Nationalrats
SiK-NR	Sicherheitspolitische Kommission des Nationalrates
EU	Europäische Union
BV	Bundesverfassung
SGV	Schweizerischer Gewerbeverband
SHIV	Economiesuisse (ehem. Schweizerischer Handels- und Industrie-Verein)
SBV	Schweizerischer Bauernverband
ZSAO	Zentralverband Schweiz. Arbeitgeber-Organisationen
GBH	Gewerkschaft Bau und Holz
EMD	Eidgenössisches Militärdepartement, heute: Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport (VBS)
SMUV	Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (urspr. Schweizerischer Metall- und Uhrenarbeiterverband)
CRT	Confédération romande du travail

CIP-CE	Commission des institutions politiques du Conseil des États
CIP-CN	Commission des institutions politiques du Conseil national
CPS-CN	Commission de la politique de sécurité du Conseil national
UE	Union européenne
Cst	Constitution fédérale
USAM	Union suisse des arts et métiers
USCI	Economiesuisse (anciennement Union suisse du commerce et de l'industrie)
USP	Union Suisse des Paysans
UCAP	Union centrale des associations patronales
SBB	Syndicat du bâtiment et du bois
DMF	Département militaire fédéral, aujourd'hui: Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)
FTMH	Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (initialement Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie)
CRT	Confédération romande du travail

Référendum financier pour dépenses militaires – Initiative populaire du PS refusée (86.029)

Ausrüstung und Beschaffung

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 17.11.1981
CHRISTIAN MEUWLY

C'est, au contraire, selon Werner Carobbio, «la nécessité toujours plus évidente de soumettre la politique militaire à un contrôle populaire accru» qui motive les tentatives d'introduire le référendum facultatif en matière de dépenses militaires. L'initiative parlementaire Andreas Herczog proposait ce référendum pour les demandes de crédits supérieures à CHF 100 millions; au printemps, le National l'a rejetée par 126 voix contre 22. Les représentants des partis bourgeois ont saisi l'occasion de ce débat pour combattre, par avance, l'initiative populaire que le PSS s'appropriait à lancer. Résultat d'une offensive de l'aile pacifiste du parti, le texte socialiste ne prévoit pas de montant minimal, et s'appliquerait aussi bien aux crédits de recherche, de construction et d'achat de terrains qu'aux programmes d'armement. La récolte des signatures a débuté le 24 novembre 1981. Pour la direction du PSS, la démarche relève d'un souci de transparence, et non d'un préjugé hostile; il s'agit d'astreindre le DMF à la discipline des caisses vides, en faisant confiance au jugement du peuple, même si cela devait compliquer la procédure d'armement. Pour le chef du DMF et pour les milieux militaires, les questions d'acquisition sont trop techniques et ont trop d'effet sur le moral de la troupe pour qu'on étende à d'autres qu'aux parlementaires le droit d'en discuter; leurs critiques ont visé le principe du référendum financier limité et ont évoqué les entraves qu'une telle institution imposerait à la préparation de notre défense. Selon le conseiller fédéral Georges-André Chevallaz, les auteurs de ces initiatives n'auraient d'autre but que d'affaiblir l'armée.¹

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 29.12.1982
BEAT JUNKER

Einen gewissen Popularitätstest wird die militärische Mittel- und Materialbeschaffung zu bestehen haben, wenn die Volksinitiative der SPS für ein fakultatives Referendum bei Rüstungsausgaben zustandekommt. Allerdings lief 1982 erst die Unterschriftensammlung dafür, und zwar eher harziger, als es ihre Urheber erwartet hatten, weshalb gewisse Spannungen unter den Gruppen der politischen Linken zutage traten. Dennoch schlossen sich bürgerliche Politiker bereits zusammen, um schon jetzt den Kampf gegen dieses Begehren aufzunehmen, das eine glaubwürdige Landesverteidigung gefährde.²

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 27.10.1983
CLAUDE LONGCHAMP

Mit 113'586 Unterschriften wurde die von den Sozialdemokraten lancierte **Initiative für ein Rüstungsreferendum fristgerecht eingereicht**. Die Idee, dem Volk bei Rüstungskäufen und anderen Militärkrediten die Möglichkeit einer erweiterten Mitsprache zu gewähren, war 1979 vom Parteitag der Sozialdemokraten gegen den Willen der SPS-Geschäftsleitung durchgesetzt worden. In der Folge hatten sich Teile der Partei gegen den Beschluss gestellt und der Initiative ihre Unterstützung verweigert. So musste es die SPS zulassen, dass knapp ein Drittel der benötigten Unterschriften von der Sozialistischen Arbeiterpartei (SAP) mit einer deutlich armeekritischeren Motivation gesammelt worden waren. Noch im Berichtsjahr beschloss der Bundesrat, vorwiegend aus militärpolitischen Überlegungen dem Parlament zu beantragen, das **Volksbegehren ohne Gegenvorschlag zu verwerfen**. Die Referendumsmöglichkeit gegen Militärkredite würde nach Ansicht der Landesregierung die Beschaffung von Kriegsmaterial erschweren, verzögern und verteuern.³

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 31.12.1986
ALEXANDRE LACHAT

Les Chambres fédérales se sont prononcées défavorablement sur l'initiative populaire déposée en 1983 par le Parti socialiste et demandant un droit de référendum en matière de dépenses militaires. Après que le Conseil fédéral l'ait déjà combattue au printemps sans lui opposer de contreprojet – relevant que le budget militaire occupe une position sans cesse décroissante dans le budget global de la Confédération –, le Conseil national, puis le Conseil des Etats, ont rejeté celle-ci très nettement, sur des scores sans appel par respectivement 121 voix contre 34 (et 10 abstentions) et 36 voix contre 4. L'issue de cette prise de position sur les dépenses d'armement n'a jamais fait de doute, tant il était clair que les socialistes, appuyés par la seule extrême-gauche, perdaient d'avance face à la coalition bourgeoise. Cette dernière a accusé les initiateurs d'avoir lancé ce projet constitutionnel (Cst.) pour de purs mobiles

antimilitaristes. Elle a ajouté que l'acceptation de celui-ci ne ferait que compliquer la procédure d'achat, en ayant comme conséquence l'augmentation des prix d'acquisition. Le débat public qui s'instaurerait en cas de référendum mettrait également en danger le secret militaire. En face, les socialistes ont invoqué le fait que le contrôle parlementaire était insuffisant en raison de la force du lobby militaire. Ils ont également insisté sur les doutes grandissants au sein de la population quant à l'utilité de l'armée. Diverses organisations pacifistes ont décidé en fin d'année de fonder un comité pour le soutien de l'initiative.⁴

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 05.04.1987
STÉPHANE HOFMANN

Même si l'initiative du Parti socialiste demandant l'introduction du référendum financier facultatif pour les dépenses d'armement a été **assez nettement repoussée par 1'046'637 non (59.4%) contre 714'209 oui (40.6%)**, le consensus contre ce projet de texte constitutionnel (Cst.) ne fut pas aussi manifeste que d'aucuns l'avaient prédit. Avec plus de 40 pour cent de oui et trois cantons qui l'ont acceptée, l'initiative a réalisé un meilleur score que ne le laissait présager le débat politique précédant le vote. Elle demandait que tous les crédits d'engagement du DMF concernant l'acquisition de matériel de guerre, les constructions et l'achat de terrains, ainsi que les programmes de recherche, de développement et d'essai, soient soumis au référendum facultatif. Le **débat fut pour le moins animé** et les camps nettement distincts. Pour ses auteurs, l'initiative devait permettre d'associer le peuple aux décisions relevant de notre défense nationale et ainsi renforcer les droits démocratiques des citoyens et obtenir que le peuple puisse se prononcer sur d'importants projets controversés comme l'achat des chars Léopard. En cas de refus, les économies ainsi réalisées pourraient être affectées à des fins sociales ou utilisées à la protection de l'environnement. La coalition bourgeoise a accusé les initiants d'avoir lancé ce projet de texte constitutionnel pour de purs mobiles anti-militaristes et de vouloir, à travers celui-ci, affaiblir la défense nationale. Pour appuyer cette thèse, ils n'ont pas manqué de souligner que le PSS, divisé entre partisans et adversaires du pacifisme, n'avait réussi à récolter le nombre de signatures requises qu'avec l'appui de mouvements pour la paix, d'organisations alternatives et de l'extrême gauche. Le PSS a rétorqué en rappelant qu'il s'était rallié sans équivoque à la défense nationale. Pour étayer leur refus, les opposants ont fait remarquer que l'achat de matériel de guerre est tributaire d'une planification à long terme, un refus ponctuel d'un crédit d'engagement pourrait de ce fait remettre en cause toute la procédure d'acquisition. Qui plus est, les fournisseurs étrangers hésiteraient dès lors à livrer du matériel haut de gamme, le secret ne pouvant plus être préservé à cause de la nécessité d'information des citoyens appelés à voter.

Droit de référendum en matière de dépenses militaires. Votation du 5 avril 1987

Participation: 42.4%
Non : 1'046'637 (59.4%) / 20 1/2 cantons
Oui: 714'209 (40.6%) / 2 1/2 cantons

Mots d'ordre:
– Non: PRD, PDC, UDC, PLS, PEP, AN; Vorort, UCAP, USAM, USP, FTMH, CSCS
– Oui: PSS, PES, POCH, PST; SBB, CRT⁵

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 06.04.1987
STÉPHANE HOFMANN

L'ensemble du monde politique suisse a exprimé sa satisfaction à la connaissance du résultat. **Le PSS a estimé que 40 pour cent de oui représentait un pourcentage respectable et que l'initiative, même défaite, avait remporté un succès d'estime.** Ils ont également affirmé que ce résultat devait être interprété comme la manifestation du malaise de larges couches de la population en face des sommes dépensées pour l'armée alors que la protection de l'environnement est laissée pour compte. Quant à la coalition bourgeoise, elle s'est déclarée satisfaite du rejet de l'initiative qui, à ses yeux, constitue un net désaveu pour la gauche.

On ne peut interpréter le succès relatif de l'initiative comme un vote de défiance face à l'armée en tant qu'institution. En effet, comme l'a montré l'analyse VOX, les oppositions de principe à l'égard de l'armée furent peu nombreuses. Si des motifs antimilitaristes ont pu pousser des électeurs à accepter l'initiative, le souhait d'étendre les droits populaires et de réaliser des économies dans les dépenses militaires ont largement prévalu dans les rangs des 40 pourcents d'acceptants. Pour justifier leur position hostile, les opposants ont invoqué des arguments relatifs à l'incapacité du

peuple à prendre de telles décisions. Ce sont les citoyens sympathisants de l'UDC et des radicaux qui ont fait preuve du refus le plus net, avec respectivement 90 et 84 pourcents de non. La gauche, elle, l'a acceptée dans son ensemble, les votants proches du PSS le faisant avec 66 pour cent de oui.⁶

Parlamentarische Initiative Günter zur Einführung des Finanzreferendums abgelehnt (Pa.Iv. 86.236)

Volksrechte

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 10.10.1987
HANS HIRTER

Am selben Tag, an dem der Souverän dem Doppelten Ja bei Initiativen mit Gegenvorschlag zustimmte, lehnte er die von der SP mit einer Volksinitiative verlangte Einführung des fakultativen Referendums im Bereich der militärischen Ausgaben ("**Rüstungsreferendum**") ab. Zugunsten eines nicht nur auf Militärausgaben beschränkten Finanzreferendums hatte 1986 Nationalrat Günter (Idu, BE) eine parlamentarische Initiative eingereicht. Die vorberatende Kommission sprach sich dagegen aus; ihre Minderheit deponierte allerdings eine allgemeiner gehaltene Motion, die in dieselbe Richtung zielt. Im Zusammenhang mit der Energiepolitik kam es zu weiteren Vorstössen für eine Erweiterung des Referendumsrechts. Sowohl die nationalrätliche Energiekommission (87.342) als auch der Freisinnige Villiger (LU) (87.353) forderten in der Volksskammer mit Motionen, dass der Grundsatzentscheid über die Bewilligung für Kernkraftwerke dem fakultativen Referendum zu unterstellen sei.⁷

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 23.06.1988
HANS HIRTER

Der Vorstoss von Nationalrat Günter (Idu, BE) für die **Einführung des Finanzreferendums** vermochte keine Mehrheit auf sich zu vereinigen. Mit einer parlamentarischen Initiative hatte er Bundesbeschlüsse, welche Verpflichtungskredite im Umfang von mehr als zwei Prozent des letztjährigen Bundesbudgets zur Folge haben, dem fakultativen Referendum unterstellen wollen. Eine von den Linken und Grünen unterstützte allgemeiner gehaltene Motion der Kommissionsminderheit vermochte sich ebenfalls nicht durchzusetzen. Die bürgerlichen Gegner dieser Neuerung argumentierten damit, dass die Kreditvorlagen auf Bundesebene komplexer seien als auf Kantons- und Gemeindeebene.– wo in der Regel das Finanzreferendum existiert –, und dass die Neuerung in diversen Bereichen (z.B. Entwicklungszusammenarbeit und Rüstung) eine langfristige Politik verunmöglichen würde.⁸

Initiatives parlementaires demandant le référendum financier en matière d'armement (Iv.pa. 90.225, 90.227 & 90.234)

Militärorganisation

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 08.02.1990
BRIGITTE CARETTI

Dans le domaine budgétaire, les deux **initiatives parlementaires** des députés Hubacher (ps, BS), **demandant le référendum financier en matière d'armement**, et Oehler (pdc, SG) (90.227), souhaitant une révision du système de la planification financière du DMF, ont été rejetées par la commission du Conseil national.⁹

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 12.12.1991
HANS HIRTER

Wohl nicht zuletzt mit Blick auf die zu erwartende Auseinandersetzung über die Beschaffung eines neuen Kampfflugzeugs hatte Nationalrat Hubacher (sp, BS) im Vorjahr eine parlamentarische Initiative für die Einführung eines allgemeinen **Rüstungsreferendums** eingereicht. Nachdem die Stimmberechtigten bereits 1987 eine entsprechende Volksinitiative der SP mit einem Neinstimmenanteil von knapp 60 Prozent verworfen hatten, lehnte der Nationalrat auch den von der SP, den Grünen und der LdU/EVP-Fraktion unterstützten Vorstoss Hubacher mit 96 zu 54 Stimmen ab. Nach Ansicht der Fraktionen der FDP und der SVP dürfte eine derartige Erweiterung der Volksrechte nur im Rahmen der Einführung eines generellen Finanzreferendums, dem z.B. auch Beschlüsse über Rahmenkredite für Entwicklungshilfe oder Lohnerhöhungen

für das Bundespersonal unterstellt wären, eingeführt werden.¹⁰

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE

DATUM: 13.12.1991
SERGE TERRIBILINI

La grande chambre a décidé de ne pas donner suite à deux initiatives parlementaires concernant l'acquisition d'armement. La première, émanant du député **Hubacher** (ps, BS), entendait soumettre au référendum facultatif toutes les décisions du parlement en matière d'achat de matériel de guerre, de constructions militaires ou de places d'armes. La seconde, du conseiller national **Rechsteiner** (ps, SG) (lv.pa. 90.234), prévoyait un moratoire de cinq ans sur les mêmes sujets. L'opinion majoritaire, lors des débats, fut, concernant le premier texte, que le peuple avait déjà refusé une initiative populaire de même teneur en 1987, qu'il était illogique de n'astreindre qu'un seul secteur des dépenses fédérales au référendum, que la part des dépenses militaires dans le budget de la Confédération ne cessait de diminuer et que la cohérence globale de l'armée serait menacée. Pour le second texte, il fut particulièrement argué qu'une telle mesure porterait atteinte au concept Armée 95 et que l'armée devait pouvoir être constamment modernisée et adaptée aux circonstances afin de garantir son efficacité.¹¹

Initiative parlementaire Chiffelle en faveur du recours au référendum financier pour certaines dépenses militaires (97.418)

Ausrüstung und Beschaffung

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE

DATUM: 26.06.1998
FRANÇOIS HUGUENET

Le Conseil national, à une confortable majorité, n'a pas donné suite à une initiative parlementaire du socialiste vaudois Pierre Chiffelle qui préconisait d'inscrire dans la Constitution un **droit de référendum en matières de dépenses d'armement**. Le projet prévoyait que tout crédit de plus de 200 millions CHF destiné à l'armement pourrait être soumis à la sanction du peuple suisse. La CPS a refusé de se rallier aux arguments de l'initiant par quatorze voix contre neuf. Elle a notamment souligné qu'il ne serait pas très souhaitable de créer un référendum financier dans un seul domaine des dépenses de la Confédération, ni d'affaiblir le parlement en lui ôtant une de ses prérogatives. De plus, elle a considéré que le législatif était tout à fait à même de s'opposer à certaines dépenses d'armement, comme il l'avait fait en 1997 en refusant un crédit pour des obusiers blindés.¹²

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE

DATUM: 26.06.1998
HANS HIRTER

Unabhängig von den Bestrebungen im Rahmen der Verfassungstotalrevision unternahm der Waadtländer Sozialdemokrat Chiffelle einen neuen Anlauf zur Einführung des fakultativen **Referendums für Kredite des VBS** für Bauten, Landerwerb und Rüstungskäufe, welche die Summe von 200 Mio Fr. übersteigen. Seine von der SP unterstützte parlamentarische Initiative wurde im Nationalrat mit 120:57 Stimmen abgelehnt. Dabei hatte die vorberatende Kommission auf die Anträge zur Totalrevision der Bundesverfassung aufmerksam gemacht, welche das Finanzreferendum ebenfalls einführen möchten, es aber nicht auf ein einzelnes Departement beschränken wollen.¹³

Finanzreferendum – Parlamentarische Initiative der SVP 2003 (03.401)

Volksrechte

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE

DATUM: 16.06.2003
HANS HIRTER

Die SVP-Fraktion im Nationalrat reichte zwei parlamentarische Initiativen zur Einführung des **Finanzreferendums** ein. Darin verlangt sie, dass Verpflichtungs- oder Rahmenkredite ab einem im Initiativtext nicht festgelegten Betrag dem fakultativen Referendum unterstellt sein sollen (03.401). Kredite von einem niedriger liegenden Minimalumfang sollen zudem auf Verlangen von je einem Drittel der Mitglieder der beiden Ratskammern dem fakultativen Referendum unterstellt werden (03.402). Die SPK des Nationalrats beantragte, dem ersten Vorstoss Folge zu geben und den zweiten abzulehnen. Der Freisinnige Müller (ZH) reichte zudem eine vom Bundesrat zur Ablehnung empfohlene Motion für ein fakultatives Finanzreferendum ein (03.3019).¹⁴

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 22.09.2004
HANS HIRTER

Von den beiden im Vorjahr von der SVP-Fraktion eingereichten parlamentarischen Initiativen für mehr Volksabstimmungen über Finanzbeschlüsse des Parlaments konnte sich eine, nämlich diejenige, welche die Einführung des **Finanzreferendums** verlangt, durchsetzen. Die SPK des Nationalrats hatte sich mit Stichtenscheid des Präsidenten für eine Unterstützung entschieden. Demnach sollen Verpflichtungs- oder Rahmenkredite ab einem im Initiativtext nicht festgelegten Betrag dem fakultativen Referendum unterstellt sein. Gegen den Widerstand der geschlossenen Linken und einer Mehrheit der CVP gab der Nationalrat dieser Initiative Folge. Dieses Finanzreferendum (obligatorisch und/oder fakultativ) kennen alle Kantone.¹⁵

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 01.11.2007
HANS HIRTER

Die SPK des Nationalrats beantragte, einer parlamentarischen Initiative der SVP-Fraktion für die **Einführung des Finanzreferendums** nun doch keine Folge zu geben. Der Nationalrat hatte dieser allgemein formulierten Initiative 2004 gegen den Widerstand der Linken und einer Mehrheit der CVP mit knappem Mehr Folge gegeben und damit die SPK mit der Ausarbeitung einer Vorlage beauftragt. In ihrem Bericht konstatierte die SPK, dass die Wissenschaft aufgrund von Daten aus den USA sowie schweizerischen Kantonen und Gemeinden nachgewiesen hat, dass dieses direktdemokratische Recht zu weniger Staatsausgaben führt. Die Kommission hatte dazu verschiedene Varianten formuliert und diese im Frühjahr 2007 in eine Vernehmlassung gegeben. Neben der FDP und der SVP unterstützten auch Economiesuisse und der Gewerbeverband die Vorlage. Der Bauernverband und die Gewerkschaften sprachen sich ebenso dagegen aus wie SP, CVP, EVP und LP. Die Staatspolitische Kommission des Nationalrats begründete ihren Ablehnungsantrag nicht nur mit der mehrheitlich negativen Vernehmlassung, sondern auch mit der Angst vor einer Blockierung der Bundespolitik. Meist sei eine Ausgabe gesetzlich verankert und damit bereits heute mit dem Referendum gegen das Gesetz angreifbar. In anderen Fällen wie etwa beim jährlichen Rüstungsprogramm würde sich die Volksabstimmung zeitlich mit der Ausarbeitung des nächsten Programms überschneiden und damit eine seriöse Planung verunmöglichen.¹⁶

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 20.03.2008
HANS HIRTER

Der Nationalrat hielt sich an den Antrag seiner SPK und beschloss mit 123 zu 60 Stimmen, der parlamentarischen Initiative der SVP-Fraktion für die Einführung des **Finanzreferendums** keine Folge zu geben. Das Hauptargument der Gegner war, dass beim Bund – im Gegensatz zu den Kantonen, die ja alle das Finanzreferendum kennen – fast alle grossen Ausgabeposten auf Gesetzen beruhen, und diese ja bereits dem fakultativen Referendum unterstellt sind. Gleich anschliessend an diesen Entscheid beschloss der Nationalrat mit 120 zu 61 Stimmen, auch einer parlamentarischen Initiative der Grünen für die Einführung des **fakultativen Referendums bei Rüstungsausgaben** (06.442) keine Folge zu geben. Die SP, welche den SVP-Vorstoss bekämpft hatte, stimmte in diesem Fall für die Ausweitung der Volksrechte, die SVP dagegen.¹⁷

Finanzreferendum – Parlamentarische Initiative der SVP ohne Chance (12.459)

Volksrechte

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 26.11.2012
MARC BÜHLMANN

Der Export einer Schaffhauser Spezialität war das Ziel einer Motion Minder (parteilos, SH) (12.3712). Mit der **Volksmotion** sollte „das partizipative Vakuum“ zwischen der einflussreichen, aber aufwändigen und teuren Volksinitiative und der vergleichsweise schwachen Petition gefüllt werden. Die Volksmotion, die von einer zu bestimmenden Anzahl Bürgerinnen und Bürgern eingereicht werden soll, würde in den Räten den gleichen Prozess durchlaufen wie eine parlamentarische Motion. Das Instrument war in den letzten rund dreissig Jahren in einigen Kantonen und Gemeinden eingeführt worden. Der Bundesrat lehnte die Motion mit der Begründung ab, dass ein Mehr an Volksrechten diese nicht unbedingt stärken würde, sondern eher schwächen, wovon etwa auch das Scheitern der allgemeinen Volksinitiative zeuge. Der Ständerat lehnte die Motion ab. Ebenfalls eine **Erweiterung des Katalogs an Volksrechten** strebte eine 2012 noch nicht behandelte parlamentarische Initiative der SVP-Fraktion an, die die Einführung eines ebenfalls in den Kantonen weit verbreiteten **fakultativen Finanzreferendums** fordert. Die kantonalen Erfahrungen zeigen, dass die

Vetomöglichkeit der Bevölkerung gegen finanzpolitische Vorlagen mit geringeren Ausgaben und Schulden sowie tieferen Steuern einhergeht.¹⁸

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 03.12.2013
MARC BÜHLMANN

Ende Berichtsjahr diskutierte der Nationalrat eine parlamentarische Initiative der SVP-Fraktion, welche die Einführung eines **Finanzreferendums** auf nationalstaatlicher Ebene forderte. Neue Ausgaben und Verpflichtungskredite sollten neu ab einem bestimmten Betrag dem fakultativen Referendum unterstellt werden. Einige SVP-Exponenten argumentierten vergeblich, dass das auf Kantonsebene bewährte Instrument nicht nur eine ideale Ergänzung zur Schuldenbremse darstelle, sondern auch der Bevölkerung die Möglichkeit gebe, über wichtige Finanzbegehren mit zu entscheiden. Es wurde gar auf die Gripen-Abstimmung verwiesen, die ja eigentlich nur durch einen Trick zu einem verkappten Finanzreferendum umgewandelt worden sei. Die Kommissionsmehrheit machte die Gefahr von Blockaden, von Übersteuerung der Politik und von Eigenmächtigkeit geltend. Ein Finanzreferendum habe eine bremsende Wirkung und der Entscheid, welche Beschlüsse einem Referendum unterstellt werden können und welche nicht, sei immer auch willkürlich. Da es auf nationaler Ebene keine Instanz gebe, die überprüfen könne, wann die Unterstellung unter ein fakultatives Referendum angebracht sei und wann nicht, hätten sich in einer bereits 2007 im Rahmen einer damals eingereichten parlamentarischen Initiative der Staatspolitischen Kommission durchgeführten Vernehmlassung zum gleichen Anliegen vor allem die Parteien negativ geäußert. Das Plenum gab der Initiative schliesslich mit 115 zu 71 Stimmen keine Folge. Geschlossen für die Idee stimmten die SVP- und die GLP-Fraktion, während sowohl die BDP, aber auch die SP und die GP gegen das Begehren votierten. Die FDP, die 2005 noch für die Einführung eines Finanzreferendums war, stimmte mit Ausnahme zweier Abweichler ebenfalls gegen Folge geben. Die Diskussion um eine Erweiterung des Katalogs an Volksrechten dürfte damit allerdings kein Ende nehmen. Eine im Berichtsjahr noch nicht behandelte parlamentarische Initiative Hiltbold (fdp, GE) verlangt nämlich die Einführung der auf Kantonsebene ebenfalls flächendeckend eingesetzten Gesetzesinitiative.¹⁹

Motion Quadri zu Einführung eines obligatorischen Finanzreferendums abgelehnt (Mo. 14.3397)

Volksrechte

MOTION
DATUM: 20.08.2014
MARC BÜHLMANN

Eine Folge der Abstimmung über die Gripen-Beschaffung waren Diskussionen um die Einführung eines **Finanzreferendums** auf nationaler Ebene. Zu dieser Debatte beitragen soll auch eine Motion von Lorenzo Quadri (lega, TI), mit der er ein partielles und obligatorisches Finanzreferendum für alle für das Ausland bestimmten Beiträge fordert. Konkret schwebt dem Abgeordneten der Lega vor, dass der Stimmbevölkerung jeweils bei den November-Abstimmungen eine Liste mit allen geplanten Auslandbeiträgen vorgelegt wird, über die jeweils einzeln entschieden werden kann. Die allgemeinen Kosten für diese Abstimmung sollten dann den angenommenen Beiträgen abgezogen werden.

In seiner Antwort von Mitte August 2014 verwies der Bundesrat auf ähnliche Begehren, die aber allesamt abgelehnt worden seien. Zudem würde das vorgeschlagene Veto die Glaubwürdigkeit und Handlungsfähigkeit der Schweiz einschränken. Falls es sich um einen Sparvorschlag handle, würden mit der Schulden- und der Ausgabenbremse bereits wirksame Instrumente greifen. Schliesslich beurteilte die Regierung die Motion als nicht umsetzbar: Mit einem obligatorischen Referendum zu jedem Finanzbeschluss würden Entscheidungsprozesse mindestens erschwert, wenn nicht gar ganz blockiert. Darüber hinaus würde man der Stimmbürgerschaft eine kaum zu bewältigende Last aufbürden, weil sehr viele Beschlüsse vorgelegt werden müssten. Nur schon bei den Beiträgen an internationale Organisationen würde eine solche Liste bereits über 70 Kredite umfassen.²⁰

MOTION
DATUM: 16.06.2016
MARC BÜHLMANN

Die Motion von Lorenzo Quadri (lega, TI), ein obligatorisches **Finanzreferendum** für alle Beiträge einzuführen, die ans Ausland bezahlt werden, fand nicht einmal in der gesamten SVP-Fraktion Unterstützung. Simonetta Sommaruga verwies in der Debatte noch einmal auf den bereits im Antrag der Regierung für die Ablehnung der Motion erörterten Punkt der Unverhältnismässigkeit. Die riesige Zahl an Abstimmungen, die bei einem solchen sektoriellen Finanzreferendum für Kreditbeschlüsse nötig wäre, dürfe den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern nicht zugemutet werden. Volksentscheide seien dazu da, strategische Entscheide zu treffen. Mit einem neuen Instrument, wie es von Quadri vorgeschlagen werde, würde die Stimmbevölkerung aber operativ in Details eingreifen. Um einzelne Finanzposten solle sich aber besser das Parlament kümmern. Quadri hatte vergeblich geltend gemacht, dass es nicht möglich sei, gegen alle unnötigen Auslandszahlungen einzeln Unterschriften zu sammeln. Bei der Abstimmung hielten dem Tessiner lediglich 33 SVP-Fraktionsmitglieder die Stange. Von den 148 Nein stammten deren 28 auch von der Volkspartei.²¹

Postulat Aeschi für Finanzreferendum zurückgezogen (Po. 14.3489)

Volksrechte

POSTULAT
DATUM: 16.06.2016
MARC BÜHLMANN

Nachdem die Motion Quadri (lega, TI) im Nationalrat praktisch keine Unterstützung fand, zog Thomas Aeschi (svp, ZG) gleichentags sein Postulat mit einem ähnlichen Anliegen zurück. Aeschi wollte prüfen lassen, ob die **Einführung eines Finanzreferendums** nötig sei. Gerade die Abstimmung über die Beschaffung des Kampfflugzeuges Gripen habe gezeigt, wie wichtig ein Mitspracherecht der Stimmbevölkerung bei Ausgabenbeschlüssen des Parlamentes sei. Der Bundesrat hatte noch im August 2014 in seiner ablehnenden Antwort geltend gemacht, dass die Diskussion um ein Finanzreferendum schon mehrere Male in den letzten Jahren ins Leere geführt habe.²²

Finanzreferendum – die Sicht der Forschung

Volksrechte

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 01.01.2018
MARC BÜHLMANN

Bei den Diskussionen um das Finanzreferendum werden immer wieder auch **Befunde aus der politikwissenschaftlichen Forschung** als Argumente angeführt. In der Tat ist die Wirkung von Finanzreferenden verschiedentlich untersucht worden: So fanden etwa Vatter und Freitag (2002, 2006) heraus, dass die Staats-, die Sozial- und die Verwaltungsausgaben umso geringer sind, je mehr Finanzreferenden in einem Kanton pro Jahr durchgeführt werden. Auch Feld und Kirchgässner (2001) kamen zum Schluss, dass das obligatorische Finanzreferendum seinen Zweck – die Begrenzung der öffentlichen Ausgaben – erfülle: Ihre Untersuchung der kantonalen Staatsausgaben pro Kopf zwischen 1986 und 1997 zeigen, dass diese in Kantonen, die ein obligatorisches Finanzreferendum kennen, signifikant tiefer seien. Zum gleichen Resultat gelangten Feld und Matsusaka (2003) für den Zeitraum zwischen 1980 und 1998 sowie Funk und Gathmann (2011) für 1890 bis 2000. Feld und Kirchgässner (2001a) untersuchten den Effekt des Finanzreferendums zugleich für die Gemeindeebene. Auch hier gilt laut den Autoren: Diejenigen der 132 untersuchten Städte, welche ein obligatorisches Finanzreferendum kennen, weisen geringere Staatsausgaben aus, als diejenigen, die über kein solches Instrument verfügen.

Nicht nur die Ausgaben, sondern auch die Einnahmen scheinen vom Finanzreferendum beeinflusst zu werden. So stellten Feld und Kirchgässner (2001a) fest, dass Kantone und Gemeinden mit einem Finanzreferendum mit weniger Staatseinnahmen auskommen als Kantone und Gemeinden ohne dieses direktdemokratische Kontrollinstrument. Anscheinend sei die dämpfende Wirkung vor allem auf weniger Einnahmen aus Steuern zurückzuführen (Feld und Matsusaka 2003a).

Darüber hinaus zeigten Feld, Schaltegger und Schnellenbach (2008), dass das Finanzreferendum eine föderalistische Wirkung erzielen kann: Die kantonalen Ausgaben für Erziehung, Gesundheit, Wohlfahrt und Volkswirtschaft sind in Kantonen mit einem Finanzreferendum weniger zentral organisiert.

Schliesslich kamen Feld und Kirchgässner (2001a) in ihrem Städtevergleich auch zum Schluss, dass das Finanzreferendum die Staatsverschuldung niedriger zu halten scheint.

Finanzreferendum auf nationaler Ebene (Mo. 17.4318)

Volksrechte

MOTION
DATUM: 14.03.2018
MARC BÜHLMANN

Die Einführung eines **Finanzreferendums auf nationaler Ebene** ist immer mal wieder Thema in den eidgenössischen Räten. So war etwa eine parlamentarische Initiative der SVP aus dem Jahr 2003 in der Vernehmlassung durchgefallen. Ein paar Jahre später wurden auch die Vorstösse abgelehnt, die im Rahmen der Ablehnung der Beschaffung des Kampfflugzeugs Gripen diskutiert worden waren. Die Begründung damals war, dass das Referendum, das sich gegen den Beschaffungsfonds richtete, eigentlich ein verkapptes Finanzreferendum sei. Ähnlich argumentierte Thomas Minder (parteilos, SH), der mit seiner Ende 2017 eingereichten Motion einen neuerlichen Anlauf wagte. Die Vorstösse für eine Volksabstimmung zu den Olympischen Winterspielen oder für eine Grundsatzabstimmung zur Beschaffung eines neuen Kampffjets seien «Pro-Forma-Finanzreferenden», so Minder. Es sei nicht einsichtig, weshalb das Parlament bestimmte Infrastruktur- und Investitionsprojekte in Bundesgesetze kleide, um ein Referendum zu ermöglichen, andere aber nicht. Hier verwies der Schaffhauser Ständerat neben der Gripen-Beschaffung auch auf die Sanierung des Gotthard-Strassentunnels und die Kohäsionsmilliarde. Diese beliebigen ad-hoc Entscheidungen des Parlaments stünden der direkten Demokratie aber schlecht an. Diese müsse vielmehr «vorhersehbaren und rechtsgleichen Spielregeln gehorchen», so Minder. In seiner Begründung zum Vorstoss wollte Minder zwar keine konkreten Beträge für eine mögliche Referendumsergreifung festlegen, zeigte aber auf, dass sich im relativen Vergleich mit den Kantonshürden für den Bund ein Betrag in der Höhe von CHF 250 Mio. als mögliche Schwelle ergeben würde, bei der ein fakultatives Finanzreferendum ergriffen werden könnte. Dies wäre gleichbedeutend mit etwa zehn Projekten pro Jahr, die dem Finanzreferendum unterstellt wären. Diese Projekte würden vorwiegend die Armee, die Entwicklungszusammenarbeit und den Strassenverkehr betreffen.

Der Bundesrat beantragte die Ablehnung der Motion. Er verwies auf die mehrheitlich ablehnende Haltung bei der Vernehmlassung zur erwähnten parlamentarischen Initiative der SVP und machte geltend, dass es mit einem solchen neuen Instrument nicht nur zu Verzögerungen käme, sondern dass der Bund auch die Flexibilität in finanzpolitischen Fragen verlieren würde. Die Regierung wies zudem darauf hin, dass ein Finanzreferendum nicht mittels Gesetzesänderung (wie von der Motion gefordert), sondern mittels Verfassungsänderung eingeführt werden sollte.

Der Ständerat behandelte den Vorstoss Minder in der Frühjahrssession 2018. Der Vorschlag von Peter Hegglin (cvp, ZG), den Vorstoss an die SPK-SR zur Vorprüfung zuzuweisen, stiess in der kleinen Kammer auf offene Ohren. Er habe durchaus Sympathien für die Idee, so der Zuger. Aber auf nationaler Ebene gebe es andere Instrumente, die für eine Budgetdisziplin sorgten, so etwa die Schuldenbremse oder das Zweikammersystem. Die Kommission solle die Thematik auch deshalb vertieft ausloten, weil die vom Bundesrat aufgeworfene Frage, ob ein fakultatives Finanzreferendum via Gesetzes- oder Verfassungsänderung eingeführt werden müsste, von Bedeutung sei.²³

MOTION
DATUM: 24.09.2018
MARC BÜHLMANN

Nur wenige Tage nachdem der Nationalrat zwei parlamentarischen Initiativen zum gleichen Thema keine Folge gegeben hatte, empfahl auch die Mehrheit der SPK-SR mit 5 zu 3 Stimmen (2 Enthaltungen) die Einführung des **Finanzreferendums auf nationaler Ebene** zur Ablehnung. Der Ständerat hatte die Motion Minder (parteilos, SH) zu diesem Thema in der Frühjahrssession zur Vorprüfung an die SPK-SR verwiesen. Die Kommission nahm zwar zur Kenntnis, dass das Instrument auf kantonaler Ebene gut funktioniere, begründete ihre ablehnende Haltung aber damit, dass die eidgenössische Ebene mit den Kantonen nicht zu vergleichen sei. In den Kantonen würde mit dem Finanzreferendum über Infrastrukturvorhaben abgestimmt, während auf Bundesebene Gesetzesbeschlüsse gefasst würden, die den Bund zu finanziellem Engagement beauftragten. Diese Beschlüsse unterstünden in der Mehrzahl bereits dem Referendum. Zudem sei auf lokaler Ebene die Mehrheit der Stimmbevölkerung von zu finanzierenden Projekten direkt betroffen, während sich Bundesausgaben nur auf eine Region konzentrieren könnten. Im Interesse des nationalen Ausgleichs seien solche Ausgaben aber nötig und sollten nicht mittels Finanzreferendum gesamtschweizerisch zur Disposition gestellt werden können. Die Kommissionsminderheit verwies auf die Beschaffung des Kampfflugzeugs Gripen oder die Olympischen Spiele, deren Finanzierungskredite nur mit unschönen Kniffen und speziellen Konstrukten dem

Referendum hätten unterstellt werden können. Für solche Ausgaben müsse das Finanzreferendum geschaffen werden.

«Weshalb müssen wir über Kuhhörner abstimmen, aber nicht über 5 Milliarden Franken, die ihr in Bern leichtsinnig ausgebt?» zitierte Finanzminister Maurer «die Stimme des Volkes». Staatspolitisch habe er durchaus Verständnis für solche Fragen und das Anliegen der Motion Minder. Allerdings stelle sich auch die Frage nach dem Funktionieren des Staates. Mit der Ausgabenbremse und der Schuldenbremse seien Parlament und Bundesrat gezwungen, den Finanzhaushalt im Gleichgewicht zu halten. Die eidgenössische Ausgabenpolitik, die auch auf intensiven Diskussionen und Fachwissen basiere, funktioniere also gut – ein Argument, dass Ueli Maurer gegen die wissenschaftlichen Befunde der grösseren Ausgabendisziplin durch Kantone mit Finanzreferendum ins Feld führte. Eine Volksabstimmung mit Hilfe eines Finanzreferendums sei vor allem in jenen Bereichen zu erwarten, in denen dann politische und eben nicht mehr sachliche Diskussionen geführt würden. Dies ziehe nicht nur Verzögerungen nach sich, sondern mache auch die Interpretationen des Abstimmungsergebnisses schwierig. So wünschbar ein Finanzreferendum also staatspolitisch sei, so wenig würde es dem Finanzhaushalt helfen, «denn der ist in Ordnung». Das schien auch die Mehrheit des Ständerats so zu sehen: Mit 34 zu 7 Stimmen bei 2 Enthaltungen wurde die Motion Minder abgelehnt.²⁴

Finanzreferendum (Pa.Iv. 17.446 und Pa.Iv. 18.417)

Volksrechte

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 17.08.2018
MARC BÜHLMANN

Das **Finanzreferendum** war nicht nur im Ständerat ein Thema, sondern auch in der grossen Kammer. Dort zielten gleich zwei parlamentarische Initiativen darauf ab, Bundesbeschlüsse, die Ausgaben über einem bestimmten Betrag zur Folge haben, dem fakultativen Referendum zu unterstellen. Der Vorstoss der SVP-Fraktion (Pa.Iv. 17.446) wurde mit dem Umstand begründet, dass sich die direkte Demokratie positiv auf die Finanzdisziplin auswirke. In jenen Kantonen, in denen die Stimmbevölkerung mittels Finanzreferendum die Möglichkeit habe, hinsichtlich der Ausgaben auf die Bremse zu treten, seien Steuern und Ausgaben tiefer als in den anderen Kantonen. Martin Bäumle (glp, ZH) argumentierte in seiner parlamentarischen Initiative (Pa.Iv. 18.417) mit dem potenziellen Gewinn an Legitimation. Er verwies auf das Beispiel der Beschaffung einer neuen Kampfjet-Flotte oder den Kohäsionsbeitrag an die EU. In beiden Fällen wird darüber diskutiert, ob nicht die Stimmbevölkerung mitentscheiden soll, um so bei einem Ja die jeweiligen Ausgaben zu legitimieren.

In ihrem Bericht von Mitte August 2018 sprach sich die SPK-NR knapp mit 13 zu 11 Stimmen gegen Folge geben beider Anträge aus. Sie verwies in ihrem Entscheid auf den Umsetzungsprozess einer parlamentarischen Initiative der SVP aus dem Jahr 2003 (03.401), bei dem sich in der Vernehmlassung eine deutlich ablehnende Haltung gezeigt habe, weshalb dieser Prozess damals abgebrochen worden sei. Es sei nicht anzunehmen, dass sich diese negative Haltung seit damals grundlegend geändert habe. Man befürchte eine Übersteuerung, weil theoretisch zwei Mal gegen ein Gesetz das Referendum ergriffen werden könnte, da meist bereits bei der Gesetzgebung beschlossen werde, mit welchem Betrag der Bund sich finanziell engagieren müsse. Übersteige dieser Betrag dann aber die von einem fakultativen Referendum vorgesehene Hürde, dann müsste eigentlich ein zweites Referendum gegen das gleiche Gesetz ermöglicht werden. Vielfach sei zudem auch nicht bereits zum vornherein klar, ob ein Betrag überschritten werde oder nicht. Darüber hinaus dürften direktdemokratische Instrumente nicht mit Zielvorgaben – hier die Ausgabendisziplin – verknüpft werden. Direkte Demokratie sei ein Wert an sich. Budgetdisziplin werde auf Bundesebene schliesslich bereits mittels Ausgaben- und Schuldenbremse erreicht. Die starke, insbesondere aus SVP-Mitgliedern bestehende Minderheit, hob hervor, dass das Bedürfnis der Bevölkerung zur Mitbestimmung bei Projekten mit hohen Ausgaben wachse.²⁵

Im Nationalrat hatten beide parlamentarischen Initiativen (17.446 und 18.417), welche die Einführung eines **Finanzreferendums** forderten, keine Chance. Weil beide Vorstösse praktisch identisch waren, fand nur eine Abstimmung statt, bei der sich eine Mehrheit von 115 zu 79 Stimmen bei einer Enthaltung gegen Folge geben aussprach. Zu den Minderheiten-Stimmen aus den Fraktionen der Urheber gesellten sich je drei CVP- und BDP-Stimmen. Neben den Voten der Kommissionssprecher sowie der Urheber der Vorstösse – Adrian Amstutz (svp, BE) für die SVP-Fraktion bzw. Martin Bäumle (glp, ZH) – verlangte niemand das Wort. Die Idee eines Finanzreferendums dürfte damit wieder eine Weile vom Tisch sein.²⁶

-
- 1) BO CN, 1981, p. 298 ss.; BO CN, 1981, p. 307 s.; BO CN, 1981, p. 542 s.; FF, III, 1981, p. 689; Ldb, 6.2.81; TW, 28.2. et 1.12.81; TA, 3.3.81; Bund, 3.3.81; SZ, 19.3.81; Presse du 19.3. et 27.11.81; VO, 23.6.81; BaZ, 5.8.81; Rote Revue, 12/1981.
 - 2) NZZ, 1.4., 2.10., 12.11. und 21.12.82; TW, 21.12. und 29.12.82; BaZ, 27.12.82.
 - 3) NZZ, 8.1. und 13.4.83; Bund, 15.1.83; NZZ, 11.4.83; TA, 12.4.83; Presse vom 20.5. und 27.10.83.
 - 4) 24 Heures, 9.5.86; NZZ, 9.5., 25.9., 3.12. et 10.12.86; Domaine public, 3.7.86; RFS, 2.9.86; TA, 24.9.86; USS, 1.10.86.; ASMZ, 152/1986, no 4.; BO CE, 1986, p. 656 s.; BO CE, 1986, p. 658 s.; BO CE, 1986, p. 701 s.; BO CN, 1986, p. 1130 ss.; FF, I, 1987, p. 14; FF, II, 1986, p. 481 ss.
 - 5) FF, II, 1987, p. 829 ss.; Presse du 6.4.87.; Vox (1987). Analyse de la votation fédérale du 5 avril 1987.
 - 6) ASMZ, 153/1987, p. 168 ss.; Friedenszeitung, 1987, Nr. 65/66 et 69.; NZZ, 27.2., 5.3., 12.3. et 25.3.87; 24 Heures, 28.2.87; SP Information, 9.2., 23.2., 23.3. et 6.4.87; Domaine public, 26.3.87; L'Hebdo, 26.3.87; BaZ, 1.4.87.; Vox (1987). Analyse de la votation fédérale du 5 avril 1987.
 - 7) TA, 30.3.87.; VB, IV, 1987, S. 18; VB, IV, 1987, S. 37; VB, IV, 1987, S. 93
 - 8) AB NR, 1988, S. 848 ff.; TA, 24.6.88; SPJ 1987, S. 33.
 - 9) Délib. Ass. féd., 1990, I, p. 34; Délib. Ass. féd., 1990, II, p. 35
 - 10) AB NR, 1991, S. 2399 ff.; TA, 13.12.91.
 - 11) BO CN, 1991, p. 2399 ss.; BO CN, 1991, p. 2401 ss.; Presse du 13.12.91.
 - 12) BO CN, 1998, p. 1483 ss. 41
 - 13) AB NR, 1998, S. 1483 ff.
 - 14) Vgl. TA, 5.3.03; BZ, 17.6.03.
 - 15) AB NR, 2004, S. 1343 ff.; SHZ, 4.2.04.
 - 16) BBI, 2007, S. 8373 ff.; NZZ, 21.2.07.
 - 17) AB NR, 2008, S. 453 ff. (Finanzreferendum) und 457 ff. (Rüstungsreferendum); NZZ, 22.5.08.
 - 18) Mo. 12.3712: AB SR, 2012, S. 953 ff.; SN, 12.9.12; NZZ, 27.11.12.
 - 19) AB NR, 2013, S. 1975 ff.
 - 20) Mo. 14.3397
 - 21) AB NR, 2016, S. 1158 f.
 - 22) Po, 14.3489
 - 23) AB SR, 2018, S. 202; Blick, 15.3.18
 - 24) AB SR, 2018, S. 735 ff.; Bericht SPK-SR vom 23.8.18; NZZ, 25.9.18
 - 25) Bericht SPK-NR vom 17.08.18; Medienmitteilung SPK-N vom 29.6.2018; LZ, TA, 6.6.17; BaZ, 8.6.17; NZZ, 9.6.17; BaZ, 14.6.17; BZ, 27.11.17; TA, 28.11.17; Blick, 3.4.18
 - 26) AB NR, 2018, S. 1248 ff.